

Numéro de dossier : **18P03146**

Date de prise en compte des dépenses

- Restaurations : du **09/08/2018** au **16/03/2023**

Date limite de réception des justificatifs

- Restaurations : **16/09/2023**

Date de signature de la convention : dernier signataire

**CONVENTION**  
**pour le financement de restaurations d'oeuvres au titre du FRRAB en 2018**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- **LA REGION NORMANDIE**, dont le siège est situé à l'Abbaye-aux-Dames, Place Reine Mathilde, CS 50523, 14035 CAEN Cedex 1

représentée par son Président, Monsieur Hervé MORIN, dûment habilité à cet effet par une délibération de la Commission Permanente en date du 17 septembre 2018.

ci-après dénommée **LA REGION**

D'UNE PART,

ET

- **LA COMMUNE DE MONTIVILLIERS**, dont le siège est situé place François Mitterrand, 76290 Montivilliers

représentée par son Maire, Monsieur Daniel FIDELIN, dûment habilité à cet effet.

ci-après dénommée **LE BENEFICIAIRE**

D'AUTRE PART.

Vu le Règlement des Subventions Régionales adopté par délibération du Conseil Régional n° AP D 16-03-20 du 24 mars 2016 modifié par délibération du Conseil Régional n° AP 17FIN 01-04-18 du 3 avril 2017.

## IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Le bénéficiaire a pour projet la réalisation d'acquisitions et de restaurations au titre du Fonds Régional de Restauration et d'Acquisition des Bibliothèques (FRRAB) en 2018.

La Région a décidé d'aider à sa réalisation par le versement d'une subvention au titre du dispositif « FRRAB et bibliothèques ».

#### **Au titre de la restauration :**

- Le registre de délibérations (1751-1792) et délibérations de la fabrique de la paroisse Saint Sauveur de Montivillers (1804-1854 avec manques)
- Le registre de comptes de la fabrique (1832-1837)

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs des parties.

### **ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION**

Compte tenu du plan de financement prévisionnel de l'opération repris, la Région s'engage à verser au bénéficiaire une subvention proportionnelle d'un **montant maximal de 1 715,80 euros**,

- soit **978,00 €**, 60 % du montant de la dépense prévisionnelle subventionnable fixé à 1 630,00 € HT, pour les registres de délibérations ;
- soit **737.80 €**, 62% du montant de la dépense prévisionnelle subventionnable fixé à 1 190,00 € HT, pour le registre de comptes.

Dans le cas où le montant des dépenses réelles serait inférieur à celui de la dépense prévisionnelle, la participation de la Région sera réduite au prorata. Dans l'éventualité où les avances/accomptes versés seraient supérieurs à la subvention ainsi justifiée, un titre de recettes sera émis à l'encontre du bénéficiaire.

Dans le cas où le montant des dépenses réelles serait supérieur à celui de la dépense prévisionnelle, la participation de la Région restera plafonnée au montant précisé dans la présente convention.

### **ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'action définie à l'article 1<sup>er</sup> sous sa responsabilité.

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention octroyée exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.

En application de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales, il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises.

## **ARTICLE 4 : PRISE EN COMPTE DES DEPENSES**

Si les restaurations d'œuvres ne sont pas intervenues dans un délai de 4 ans et demi à compter de la délibération, soit le 16 mars 2023, la décision attributive sera annulée de plein droit et les sommes éventuellement versées devront être remboursées à la Région.

La dépense subventionnable pour les restaurations est de 2 820.00€ HT : la subvention de 1 715.80 €.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

### **5-1 Acomptes**

« Des acomptes pourront être versés, calculés au prorata des dépenses justifiées (*l'acompte ne pouvant être supérieur à 80% du montant maximal de la subvention*) sur présentation par le bénéficiaire d'**une demande de versement** accompagnée de :

- **un état récapitulatif des dépenses acquittées** (numéro et date de mandatements ou règlements, et précisant le nom des prestataires, date et la nature) visés par la personne compétente (expert-comptable, comptable assignataire ou le représentant légal de la structure.

Les factures correspondantes seront fournies uniquement à la direction de la Culture et du Patrimoine pour permettre la vérification de l'état récapitulatif. »

### **5-2 Solde**

Le versement du solde de la subvention, correspondant au minimum à 20% de celle-ci, devra être sollicité dans les six mois suivant la date de fin de l'opération, et au plus tard le 16 septembre 2023.

- **l'imprimé de déclaration de commencement de l'exécution de l'opération ;**
- **l'imprimé d'achèvement de l'exécution de l'opération ;**
- **un état récapitulatif des dépenses acquittées** (numéro et date de mandatements ou règlements, et précisant le nom des prestataires, date et la nature) visés par la personne compétente (expert-comptable, comptable assignataire ou le représentant légal de la structure.

Les factures correspondantes seront fournies uniquement à la direction de la Culture et du Patrimoine pour permettre la vérification de l'état récapitulatif. »

\*  
\* \*

Le dépassement de ce délai constitue la déchéance du droit de demander le versement du solde de la subvention, s'il reste un solde à verser. De plus, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du bénéficiaire pour les sommes qui auraient déjà été versées par la Région.

\*  
\* \*

La Région effectuera le(s) versement(s) sur le compte bancaire du bénéficiaire.

Le comptable assignataire chargé des paiements est le Payeur Régional de Normandie.

## **ARTICLE 6 : COMMUNICATION**

A l'exception des particuliers, tout bénéficiaire de subvention régionale devra mentionner le concours financier de la Région Normandie à la réalisation de son projet par une visibilité suffisante de la participation de la Région et adaptée au regard du montant de la subvention octroyée, dans le respect de la charte graphique de la Région et conformément à l'annexe « Communication » jointe au dossier de demande de subvention.

Ces obligations valent pour toute la durée de l'opération financée.

En cas de non-respect de cette obligation, le Président du Conseil Régional pourra diminuer de 10% le montant de la subvention régionale justifiée.

Tout bénéficiaire d'une subvention régionale devra fournir à la Région tout document (photo...) attestant qu'il a respecté la disposition prévue à l'alinéa 1er du présent article :

- soit lors de sa demande de versement du solde en cas de versement en plusieurs fois de la subvention,
- soit au plus tard 6 mois après la fin de l'action subventionnée en cas de versement unique de la subvention lors de la notification.

Le logo et sa charte graphique sont téléchargeables sur le site internet [www.normandie.fr/logo-et-charte](http://www.normandie.fr/logo-et-charte)

## **ARTICLE 7 : BONNES PRATIQUES EN MATIERE D'ACHATS**

Si le financement de son activité ou sa gouvernance est majoritairement assuré par des financeurs publics, une association de droit privé peut répondre à la définition de « pouvoir adjudicateur » et par conséquent, est soumise à des obligations de mise en concurrence imposées par les directives européennes et nationale (cf. ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016).

Dès lors, elle doit assurer le bon usage des deniers publics, la transparence et la traçabilité des procédures suivies en matière d'achats (adoption d'une procédure en CA avec éventuellement des seuils, définition des besoins, publicité préalable, preuve de la mise en concurrence, analyse des offres et décision).

Par ailleurs, la Région est engagée dans une démarche de soutien de l'économie normande, notamment par la mise en place de nouvelles pratiques dans sa commande publique. Elle



met en œuvre depuis le 1er janvier 2017 de nouvelles clauses et de nouveaux critères qu'elle a spécifiquement choisis afin de soutenir les entreprises. Ces clauses doivent permettre de simplifier les démarches des entreprises, d'améliorer leur trésorerie, d'encourager l'apprentissage, d'encadrer la sous-traitance ou d'identifier les offres anormalement basses.

La Région souhaite inciter l'ensemble des partenaires soumis à la réglementation sur les marchés publics à mener les mêmes actions de soutien à l'économie normande dans leurs propres marchés. Le bénéficiaire d'une subvention régionale est donc invité à décliner dans ses marchés les mêmes clauses.

Elle pourra demander au bénéficiaire de communiquer les pièces de ses marchés notifiés pour mettre en œuvre le projet subventionné.

En outre, les services de la Région peuvent apporter conseil aux porteurs de projets dans la rédaction de leurs marchés

## **ARTICLE 8 : INTEGRATION DES PRINCIPES DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

La Région Normandie est engagée dans un projet territorial de développement durable.

Elle souhaite être elle-même éco-responsable mais entend également inciter l'ensemble de ses partenaires à intégrer cette démarche d'éco-responsabilité dans leurs modes de fonctionnement et leurs actions.

Le bénéficiaire d'une subvention régionale est donc invité à prendre en compte les principes du développement durable (c'est-à-dire s'assurer que les 3 piliers du développement durable, à savoir le social, l'économie et l'environnement, se croisent et sont traités chacun à la même mesure) dans son fonctionnement et dans les actions ou projets qu'il met en place (optimisation de la consommation de ressources, respect des réglementations en vigueur et actions pour favoriser la cohésion sociale, production et consommations responsables, etc.)

Plusieurs outils sont accessibles sur le site internet de la Région (plaquette d'information, rubrique ressource recensant des contacts et des réseaux, sites dédiés aux transports collectifs et au covoiturage).

\*

## **ARTICLE 9 : EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

La Région est engagée avec l'Etat dans une démarche visant à favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Elle souhaite ainsi inciter l'ensemble de ses partenaires à mener des actions dans ce sens.

Le bénéficiaire d'une subvention régionale est donc invité à mener des actions destinées à favoriser au sein de sa structure l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes : mixité des formations et des métiers, meilleure articulation entre vie personnelle et vie professionnelle, réduction des écarts de rémunérations, accès aux postes à responsabilité...

**Le bénéficiaire pourra communiquer à la Région les pièces justificatives justifiant la réalité de son engagement.**

## **ARTICLE 10 : CONTROLE DE LA REGION ET REVERSEMENT**

En application de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.

La Région peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération sans que le bénéficiaire ne puisse s'y opposer, et procéder à des contrôles sur place et sur pièces, avant et après le versement de l'aide, afin notamment de vérifier :

- que le projet subventionné a bien été réalisé,
- que la subvention a bien été utilisée conformément à l'intérêt régional et à l'objet social de l'organisme,
- que l'ensemble des subventions publiques perçues n'excèdent pas les dépenses engagées pour la réalisation de l'opération ou du projet subventionné,
- que le concours financier de la Région a bien fait l'objet d'une publicité de la part du bénéficiaire,
- que les délais fixés pour produire les pièces ont bien été respectés.

Si l'une de ces conditions n'est pas satisfaite, le Président du Conseil Régional peut exiger le reversement total ou partiel de la subvention versée.

Dans tous les cas, la Région peut déléguer une mission d'audit auprès des organismes bénéficiaires de ses subventions. Ceux-ci devront tenir à disposition les documents nécessaires à l'accomplissement de cette mission pendant une durée de 10 ans après attribution de la subvention.

## **ARTICLE 11 : DELAIS LIES A LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date apposée par le dernier signataire.

La convention arrive à échéance six mois après la date limite de remise des pièces justificatives de paiement, soit le 16 mars 2024 pour les restaurations.

Toutefois, les effets de la convention perdurent après la date de fin de la convention (obligation de maintien de l'équipement dans la structure, contrôles effectués par les services de la Région et les demandes de reversements éventuels, par exemple).

Aucun paiement de la Région ne pourra intervenir après la date d'expiration de la convention.

## **ARTICLE 12 : DENONCIATION DE LA CONVENTION**

Le non-respect par le bénéficiaire des obligations découlant pour lui de la présente convention pourra entraîner la résolution ou la résiliation de cette dernière, sans indemnité.

La Région peut mettre fin à la convention, sans préavis ni indemnité, dès lors que le bénéficiaire a fait des déclarations fausses ou incomplètes pour bénéficier de la subvention, objet de la présente convention.

Si le bénéficiaire fait l'objet d'une procédure collective et n'a pas réalisé le projet défini à l'article 1, la Région pourra effectuer une déclaration de créance pour demander le remboursement des sommes versées, sans être tenue au versement d'une quelconque indemnité.

*Le bénéficiaire peut dénoncer la présente convention, sans être tenu au versement d'une quelconque indemnité, moyennant un préavis de 3 mois. Dans ce cas la Région pourra maintenir la partie de la subvention correspondant à l'exécution partielle de l'action.*

Dans l'ensemble de ces hypothèses, la Région se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel des sommes versées.

## **ARTICLE 13 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification d'une convention doit être précédée d'une demande écrite et motivée du bénéficiaire.

L'acceptation de cette demande -qui n'est pas un droit- doit être formalisée par :

- l'adoption d'une nouvelle délibération avant l'expiration du délai éventuel fixé dans la délibération initiale,
- la signature d'un avenant à la convention conclu dans les mêmes formes, avant l'expiration de la convention initiale, soit le 16 mars 2024.

Par mesure de précaution et compte-tenu des délais d'instruction, d'adoption et de signature d'un éventuel avenant, toute demande d'avenant doit impérativement parvenir à la Région minimum trois mois avant la date de fin de validité de la convention.

## **ARTICLE 14 : LITIGES**

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de litige persistant, le Tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Caen.



Fait en deux exemplaires originaux

MONTIVILLIERS, le

CAEN, le

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MONTIVILLIERS

POUR LE PRESIDENT DE LA REGION NORMANDIE  
ET PAR DELEGATION  
LE DIRECTEUR DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

Daniel FIDELIN

Yvan SYTNIK